

d'accorder à l'industrie privée toute l'aide et tous les encouragements dont elle peut avoir besoin.

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir participer à la discussion du projet de Foothills Pipe Lines et de ses promoteurs, Alberta Gas Trunk Line de Calgary et Westcoast Transmission Company de Vancouver. Je félicite tout d'abord ces deux sociétés promotrices, qui n'hésitent pas à entreprendre le plus grand projet jamais mis en chantier par l'entreprise privée au Canada, aux États-Unis et même ailleurs dans le monde. Les personnes physiques et morales concernées font preuve d'un courage, d'un cran et d'une ténacité dont le Canada d'aujourd'hui a perdu l'habitude.

La première manche s'est terminée l'automne dernier lorsque le gouvernement a retenu le tracé de Foothills, qui longe l'autoroute de l'Alaska plutôt que la vallée du Mackenzie. Je dirai, monsieur l'Orateur, que la somme d'énergie et d'efforts dépensée jusqu'ici par le groupe Foothills et par ses promoteurs est sans doute peu de chose en comparaison de ce que l'avenir va maintenant exiger.

Une des premières et des plus importantes étapes à franchir au Canada était le vote de ce projet de loi par le Parlement. Les ministres ont souligné l'importance d'une adoption rapide du bill. Mais il est bien caractéristique du gouvernement qu'un accord signé par M. Schlesinger le 24 septembre suivi d'un bill rapidement voté par le Congrès américain ait dû attendre quatre mois et demi pour être mis en discussion à notre Parlement. Le ministre de l'Énergie et, à certains moments, le premier ministre (M. Trudeau) ont parlé de l'urgence des questions énergétiques. Mais leurs actes n'ont jamais été conformes à leurs discours, comme d'habitude en matière d'énergie, qu'il s'agisse de réglementation applicable au Nord, d'accords avec les provinces ou de questions fiscales.

Lorsque j'examine le projet, je m'inquiète non pas de l'inaction gouvernementale, mais de son interventionnisme impénitent. Comme tout le reste, ce bill fait voir qu'Ottawa va avoir la haute main sur les moindres détails. Il fallait bien satisfaire le Nouveau parti démocratique.

Tout d'abord, c'est l'Office national de l'énergie qui a choisi le diamètre du tuyau, et ensuite, c'est le gouvernement qui doit fixer les caractéristiques techniques essentielles et, en fin de compte, la capacité de la conduite. Tous les tarifs pratiqués par le pipe-line ainsi que la rémunération du capital seront imposés par le gouvernement. C'est lui qui va fixer les taxes foncières à verser sur l'emprise, et il semble bien que c'est lui qui va dicter à la société ses politiques d'approvisionnement. Le gouvernement contrôlera le financement du projet et tous les points touchant cet aspect important. Il dictera la politique d'emploi, par exemple les lieux de recrutement de la main-d'œuvre, les qualifications requises ainsi que probablement les salaires. Le gouvernement se chargera de tout cela.

● (1612)

Mais qui au Canada, après ce que nous avons connu pendant les années 1970, ferait confiance à un gouvernement qui a démontré à quel point il était incapable de gouverner, de prendre des décisions et de gérer ses finances? Mais malgré cela, c'est le gouvernement qui va décider du parcours du pipe-line et, sans doute, de chacun de ses tournants et de ses coudes. J'admire la société Foothills et ses représentants d'avoir accepté de se plier à ces pénibles exigences.

Pipe-line du Nord—Loi

Le Nouveau parti démocratique a participé au débat et critiqué le projet surtout pour recommander que le gouvernement exerce davantage de contrôle. De plus, ces critiques ont fini par tourner en questions très précises, sur la provenance et le prix de revient de chaque livre de métal, de chaque pièce et de chaque vanne.

Le parti qui siège à ma gauche a en fait pris parti contre le pipe-line. Cela semble incroyable, compte tenu de la position affichée la semaine dernière par le premier ministre de la Saskatchewan, M. Blakeney, qui s'est déclaré en faveur du projet.

En août dernier, tous les partis qui siègent à la Chambre ont donné leur accord de principe à la Foothills qui avait proposé de construire ce pipe-line pour transporter le gaz de l'Alaska vers les États-Unis et peut-être pour transporter le gaz de l'Arctique canadien vers les marchés du sud par la route Dempster. Le Nouveau parti démocratique est trop exigeant et peu réaliste. Je dis cela à titre d'homme d'affaires, ayant participé occasionnellement à de grands projets, et je peux vous assurer qu'il n'est jamais possible, surtout quand on fait œuvre de pionnier comme c'est le cas pour la Foothills, de prévoir tous les détails si longtemps d'avance avec une précision absolue.

La véritable question, à ce stade-ci, est de savoir si on va ou non construire un pipe-line. S'il fallait stipuler dans la loi toutes les conditions exigées par le Nouveau parti démocratique, nous aurions à mon avis deux problèmes sur les bras. Le premier aurait trait aux États-Unis. J'ai justement discuté de toute cette question l'autre soir avec un sénateur américain. Il existe certains malentendus aux États-Unis et à Washington au sujet de ce pipe-line. On s'inquiète vivement des conditions secrètes imposées par la Colombie-Britannique.

La fixation du prix du gaz aux États-Unis est peut-être l'élément le plus important qui permet d'acheminer le gaz d'Alaska vers les 48 États du Sud. Il suffit de signaler, qu'en dépit de l'accord canado-américain, en vue d'aménager ce pipe-line, on n'est pas sorti de l'auberge, ni au Canada, ni aux États-Unis.

L'activité de la plupart des hommes d'affaires est régie par un élément important peut-être même primordial et dans un projet de 10 milliards, le rôle des banquiers et des financiers est plus important que dans des entreprises moins considérables, quoique indispensable dans toutes. Je dois signaler que tous les investisseurs hésitent à faire des placements qui peuvent être affectés par des décisions intempestives et des règlements du gouvernement ou l'absence de décision. Il y a lieu d'adopter une politique qui s'impose au Canada, notamment en ce qui concerne ce projet, c'est la mise en œuvre de certaines règles prévisibles là où elles doivent être appliquées.

L'occasion est offerte au Parlement de faire renaître la confiance et le respect des hommes d'affaires et des investisseurs dans le Canada et le reste du monde. L'occasion lui est donnée de jouer un grand rôle dans la remise à flot de notre économie. Soyons réalistes, il va falloir retrousser nos manches.

Le gouvernement, qui avait très peu de choses à dire ou à proposer lors de la Conférence des premiers ministres, a néanmoins vivement encouragé l'exploitation des ressources énergétiques au cours des décennies à venir. L'ennui c'est que pour mettre en œuvre des projets de ce genre, lorsqu'ils sont